



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/EB.AIR/WG.5/86
9 mai 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

**ORGANE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION
SUR LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE
TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE**

Groupe de travail des stratégies et de l'examen

Trente-neuvième session
Genève, 18-20 avril 2007

RAPPORT DE LA TRENTE-NEUVIÈME SESSION

TABLE DES MATIÈRES¹

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1 – 4	3
I. Adoption de l'ordre du jour.....	5	3
II. Adoption du rapport de la trente-huitième session	6	3
III. Examen du Protocole de Göteborg de 1999.....	7 – 30	3
IV. Incidences, sur les politiques, de la révision des directives pour la communication des données d'émission	31 – 36	8
V. Examen 2006 des stratégies et des politiques visant à réduire la pollution atmosphérique.....	37 – 42	10

¹ Les sections I à IX du présent document correspondent aux points 1 à 9 de l'ordre du jour provisoire (ECE/EB.AIR/WG.5/85).

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
VI. Activités de suivi visant à mettre en œuvre le plan d'action pour l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie centrale	43 – 50	11
VII. Options envisageables en ce qui concerne les procédures de modification du protocole de 1998 relatif aux polluants organiques persistants	51 – 55	12
VIII. Questions diverses	56	12
IX. Adoption des décisions du Groupe de travail	57	12

INTRODUCTION

1. La trente-neuvième session du Groupe de travail des stratégies et de l'examen s'est tenue à Genève du 18 au 20 avril 2007.
2. Ont participé à la session les représentants des Parties à la Convention suivantes: Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Estonie, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Kazakhstan, Moldova, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Communauté européenne.
3. Le Conseil international des associations de producteurs chimiques (ICCA), le Bureau européen de l'environnement (BEE), le Centre pour les modèles d'évaluation intégrée (CMEI) de l'EMEP², EURELECTRIC et l'Association européenne des constructeurs de moteurs à combustion interne (EUROMOT) étaient représentés.
4. La réunion était présidée par M. R. Ballaman (Suisse).

I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

5. L'ordre du jour (ECE/EB.AIR/WG.5/85) a été adopté.

II. ADOPTION DU RAPPORT DE LA TRENTE-HUITIÈME SESSION

6. Le rapport de la trente-huitième session (ECE/EB.AIR/WG.5/84) a été adopté.

III. EXAMEN DU PROTOCOLE DE GÖTEBORG DE 1999

7. Le secrétariat a présenté le projet de rapport d'examen du Protocole de Göteborg de 1999 (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/1), et a appelé l'attention sur la date limite du 2 juin 2007 fixée pour la soumission des contributions aux fins de l'établissement du rapport. Le Président a sollicité les commentaires et les suggestions des participants sur les différents chapitres du document.
8. Concernant le chapitre I, il a été proposé de spécifier les objectifs à long terme du Protocole, tels qu'ils sont énoncés à l'article 2, et de souligner que le respect des plafonds d'émission au niveau national n'était qu'une étape vers la réalisation de ces objectifs, et non un but en soi.
9. Concernant le chapitre II, les délégations ont estimé qu'il fallait plus clairement faire référence aux réductions globales des émissions prévues dans le Protocole. Par ailleurs, il fallait, dans le document, préciser davantage les objectifs environnementaux fixés par le Protocole en termes de protection des écosystèmes et de la santé humaine, par exemple au paragraphe 17. La cible pour 2010 devait être spécifiée au moyen d'un renvoi à l'annexe II du Protocole. En ce qui concerne le paragraphe 15 du chapitre II, il faudrait analyser les informations concernant les données de surveillance des dépôts afin de vérifier qu'elles concordent avec les réductions

² Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.

d'émissions notifiées. Le secrétariat a sollicité les contributions des participants en vue d'établir un texte modifié.

10. M. T. Johannessen, Président du Groupe de travail des effets, a fait observer que le Bureau élargi du Groupe de travail avait examiné le chapitre III du document et avait estimé que le texte reflétait correctement les contributions de ses organes d'examen. Les Programmes internationaux concertés (PIC) et les équipes spéciales ont été invités à procéder à un nouvel examen critique du document lors de leurs réunions avant le mois de juin. D'autres changements mineurs seraient communiqués au secrétariat le 2 juin 2007 au plus tard.

11. Concernant le chapitre IV, le Groupe de travail a suggéré d'y indiquer que les plafonds d'émission imposés aux États membres de l'Union européenne (UE) sont plus stricts dans la directive communautaire que dans le Protocole, et d'y préciser que la directive en question fait l'objet d'une révision constante. Cette remarque s'appliquait aussi au chapitre VIII concernant les particules.

12. M. M. Amann (CMEI) a fait le point sur les progrès réalisés dans la modélisation de l'évaluation intégrée aux fins de l'examen du Protocole de Göteborg. Il a présenté un aperçu de l'état des émissions des pays membres et non membres de l'UE, ainsi que des émissions des navires. Il a souligné que les plafonds d'émission et les coûts associés à la maîtrise de ces émissions dépendaient des hypothèses fondamentales concernant les politiques énergétiques (stratégie face au changement climatique) et agricoles. Le Groupe de travail a estimé qu'il serait utile d'envisager des objectifs ambitieux non contraignants en matière de réduction des émissions d'ici à 2050. Il a par ailleurs fait observer que, du fait de l'absence de nouvelles demandes d'informations officielles, le travail sur le modèle GAINS avait été réalisé sur la base des données existantes en matière d'énergie et d'émissions, et que pour le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine, c'était le scénario B – avec une législation faisant peu de place à la maîtrise des émissions – qui avait été retenu. La délégation néerlandaise a proposé d'insérer davantage d'explications concernant le modèle GAINS dans le chapitre IV, et de fournir davantage de détails concernant les mesures non techniques. Des tableaux présentant les gaz à effet de serre pourraient également être insérés, de façon à illustrer le lien entre ces deux domaines. Il serait en outre judicieux de fusionner les chapitres IV et VII. La délégation néerlandaise a été invitée à soumettre un texte au secrétariat. La délégation des États-Unis a proposé d'ajouter l'expression «pour les Parties situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP» à la fin de la première phrase du paragraphe 30.

13. M. T. Pignatelli (Italie), Coprésident du Groupe d'experts des questions technico-économiques, a présenté les travaux consacrés par le Groupe d'experts à l'établissement d'un document technique relatif aux valeurs limites d'émission (VLE) décrites aux paragraphes 36 à 41 du chapitre IV du document. Il a souligné que dans certains cas, les VLE nationales étaient inférieures aux limites fixées dans le Protocole. Il a par ailleurs estimé qu'il était possible d'améliorer les annexes du Protocole.

14. Un certain nombre de délégations ont proposé de compléter le paragraphe 43 de façon à clarifier l'expression «en deux fois» et à mieux refléter les vues des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC), ainsi que celles des pays qui avaient exprimé des craintes quant au caractère très détaillé des annexes techniques, qui avait fait obstacle à la ratification du Protocole. Le représentant d'EUROMOT a proposé de préciser la différence entre moteurs fixes

et véhicules utilitaires lourds au paragraphe 39. La délégation finlandaise a proposé d'apporter une modification spécifique au paragraphe 42 concernant les moteurs fixes, modification qui serait communiquée au secrétariat.

15. La délégation allemande a proposé de clarifier le paragraphe 43 du projet de rapport quant à la possibilité d'adopter une autre approche. Une telle approche devrait concerner une catégorie de sources spécifique et non l'ensemble des catégories.

16. La délégation des États-Unis a proposé d'insérer au chapitre VII une mention concernant l'importance des émissions provenant des bateaux et a accepté de soumettre une proposition de texte au secrétariat.

17. M. R. Maas (Pays-Bas), Président de l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée, a présenté les résultats d'une étude du modèle GAINS menée en janvier 2007. Il a appelé l'attention sur les changements méthodologiques apportés au modèle, y compris les nouvelles hypothèses concernant les activités et les politiques, les nouveaux facteurs d'émission, l'augmentation de l'ozone de fond, les nouveaux taux de dépôt dépendants des écosystèmes, l'utilisation d'un plus grand nombre d'années météorologiques et le perfectionnement de la méthode d'optimisation. Il a souligné que, d'une façon générale, le niveau de protection des écosystèmes et de la santé était inférieur à ce qu'il était lors de la négociation du Protocole. Il fallait par conséquent prendre des mesures supplémentaires pour atteindre le même niveau d'ambition. Il a également présenté les recommandations en vue de la deuxième phase de l'étude du modèle GAINS.

18. Au cours de la discussion qui a suivi, les délégations ont souligné combien il importait de diffuser les résultats des travaux consacrés aux synergies et aux interactions dans le contexte de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, et de développer la coopération avec le mécanisme de suivi de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Une délégation a appelé l'attention sur l'importance de la qualité des données entrées dans le modèle GAINS.

19. La délégation néerlandaise a proposé d'insérer, soit dans le chapitre VII, soit ailleurs dans le document, un paragraphe consacré aux problèmes touchant l'azote.

20. M^{me} M. Wichmann-Fiebig (Allemagne), Coprésidente du Groupe d'experts des particules, a présenté certaines des principales conclusions du Groupe d'experts se rapportant à l'examen du Protocole de Göteborg. Elle a appelé l'attention sur les lacunes dans les estimations et les mesures des émissions, ainsi que sur la nécessité d'améliorer les données sur les particules. Elle a souligné que les niveaux fixés pour les particules dans les Lignes directrices de l'OMS relatives à la qualité de l'air étaient largement dépassés dans les zones urbaines. M^{me} Wichmann-Fiebig a souligné l'importance de la dimension transfrontière dans les concentrations locales de particules, ainsi que l'importance des particules secondaires. Beaucoup des sources de particules étant déjà couvertes par les dispositions du Protocole relatif aux métaux lourds et du Protocole de Göteborg, il y avait lieu d'encourager de nouveaux États à ratifier ces protocoles. Elle a appelé l'attention sur la conclusion selon laquelle il serait possible de réduire les PM_{2,5} prévues par la Convention moyennant des coûts raisonnables, sur la base d'une stratégie de réduction harmonisée, et selon laquelle l'examen du Protocole de Göteborg devrait, comme mesure

complémentaire, porter sur une réduction des particules dans les zones urbaines. Une version actualisée du chapitre VIII serait communiquée au secrétariat d'ici le 2 juin 2007.

21. Les délégations du Canada et des États-Unis ont fait un tour d'horizon des questions transfrontières en Amérique du Nord qui intéressaient le processus d'examen du Protocole de Göteborg, et ont soumis une proposition de texte pour le chapitre IX en tant que document informel. Elles ont souligné que l'annexe sur l'ozone de l'Accord sur la qualité de l'air entre les États-Unis et le Canada avait contribué efficacement à réduire la concentration d'ozone au niveau du sol, et que les deux pays continueraient à utiliser ce moyen pour opérer de nouvelles réductions. Elles ont également fait savoir que de nouvelles réductions pourraient être nécessaires en matière d'acidification. Leur action bilatérale sur les particules était en pleine adéquation avec l'action entreprise dans le contexte de la Convention, et elle offrait aux deux pays une occasion de coopérer et de contribuer au travail entrepris sur les particules dans le contexte de la Convention. Il a été suggéré que la question des émissions dues aux bateaux, qui constituait un sujet de préoccupation aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe, pouvait se prêter à un renforcement de la coopération.

22. M^{me} A. Engleryd (Suède) a présenté les conclusions de l'Atelier «Saltsjöbaden III», qui s'était déroulé à Göteborg (Suède), du 12 au 14 mars 2007, et qui intéressaient le travail sur la Convention. Elle a souligné, en particulier: combien il importait d'établir un lien entre le travail sur la pollution atmosphérique et le travail sur les changements climatiques, tant sur le plan scientifique que sur le plan politique; combien il importait de prendre en compte les changements climatiques lors de la révision du Protocole de Göteborg; la nécessité de recourir à des approches et des solutions politiques intégrées concernant l'azote; la nécessité d'améliorer l'assise scientifique de la quantification des effets sur la santé; et le besoin d'une participation accrue des pays d'EOCAC. Elle a appelé l'attention sur la nécessité de réviser le plan d'action en faveur des pays d'EOCAC et des pays d'Europe du Sud-Est, et de formuler une recommandation visant à instituer une plate-forme de coopération avec d'autres régions, plutôt que d'élargir la Convention.

23. Au nom de la Communauté européenne, l'Allemagne a proposé une nouvelle mouture du chapitre XI (Conclusions). Les délégations du Canada et des États-Unis ont proposé quelques modifications. La délégation suisse a souligné que les conclusions devaient contenir une description précise des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs intermédiaires et des objectifs à long terme énoncés dans le Protocole. Un groupe de rédaction restreint a été constitué pour établir le texte à soumettre au secrétariat.

24. M. J.-G. Bartaire (France), Coprésident du Groupe d'experts des questions technico-économiques, a présenté les résultats de la dixième réunion du Groupe, tenue en novembre 2006 (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/2), ainsi que les premiers résultats de la onzième réunion de ce même Groupe, tenue à Rome en mars 2007.

25. La délégation du Royaume-Uni a souligné l'importance d'une bonne coordination entre les organes de mise en œuvre de la Convention, en particulier avec le CMEI et l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée, en ce qui concerne la définition des priorités de travail du Groupe d'experts. Il a été noté qu'une telle coordination existait déjà, et il a été décidé que le Groupe de travail ferait porter son effort sur le secteur de l'énergie, les liens avec les changements climatiques et les techniques émergentes. L'importance des émissions locales, par exemple des

émissions émanant des petites installations de combustion et des appareils domestiques, a également été soulignée. Le Groupe d'experts a été invité à poursuivre ses travaux en la matière.

26. Le Groupe de travail est convenu de proposer au Bureau de l'Organe exécutif d'insérer la deuxième réunion du Groupe d'experts, prévue pour le mois d'octobre, dans le plan de travail prévu pour 2007 dans le contexte de la Convention.

27. La délégation du Royaume-Uni a présenté les résultats de l'Atelier consacré à l'ammoniac atmosphérique, qui s'était déroulé à Édimbourg (Royaume-Uni), du 4 au 6 décembre 2006 (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/3). Le Groupe de travail a également été informé du fait que le Groupe d'experts de la réduction des émissions d'ammoniac travaillait à l'élaboration de la version finale et actualisée du document d'orientation relatif aux méthodes de prévention et de réduction des émissions d'ammoniac, document qui serait soumis au Groupe de travail à sa quarantième session.

28. Les Pays-Bas ont fait savoir qu'ils étaient disposés à codiriger le Groupe d'experts de la réduction des émissions d'ammoniac et à désigner un coprésident. Suivant la recommandation de l'Atelier «Saltsjöbaden III», la délégation du Royaume-Uni a annoncé qu'elle élaborerait des propositions visant à constituer un groupe de l'azote intégré, dont elle présenterait les objectifs dans les grandes lignes et le champ d'action. Elle a précisé qu'une solution consistait à élargir le champ des responsabilités de l'actuel Groupe d'experts de la réduction des émissions d'ammoniac et à transformer le Groupe d'experts en une équipe spéciale de l'azote intégré.

29. M. Maas a appelé l'attention sur un atelier consacré à la modélisation intégrée de l'azote, qui serait organisé par l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée en novembre prochain, à Laxenburg (Autriche).

30. Le Groupe de travail:

a) S'est félicité du projet de rapport d'examen du Protocole de Göteborg de 1999 (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/1), et a remercié tous ceux qui avaient déjà apporté leur contribution à ce travail;

b) A pris acte des efforts faits par les organes subsidiaires et par les Parties d'Amérique du Nord pour apporter de nouvelles contributions au processus d'examen, et les a instamment priés de soumettre au secrétariat leurs contributions spécifiques au projet de rapport d'examen avant la date butoir du 2 juin 2007, et de fournir des documents d'appui, soit par les voies traditionnelles de communication des rapports au Groupe de travail, soit, pour les documents informels, directement au secrétariat, suffisamment longtemps avant la prochaine session du Groupe de travail;

c) A prié le secrétariat de mettre la dernière main au projet de rapport d'examen et de soumettre la version finale au Groupe de travail à sa quarantième session;

d) A pris acte du rapport préliminaire consacré aux résultats de l'Atelier sur la pollution atmosphérique et ses relations avec les changements climatiques et le développement durable («Saltsjöbaden III»), qui s'était déroulé du 12 au 14 mars 2007 à Göteborg (Suède), et a estimé

que les conclusions de ce rapport devaient, le cas échéant, être prises en compte lors de l'examen du Protocole;

e) A pris acte du rapport du Groupe d'experts des questions technico-économiques (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/2) et a invité le Groupe à poursuivre ses travaux, en étroite coordination avec les autres organes créés au titre de la Convention, en particulier avec l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée;

f) A pris acte des propositions du Royaume-Uni et des Pays-Bas visant à créer une équipe spéciale de l'azote intégré, et a invité ces pays à étudier plus en profondeur les différentes solutions et à proposer un mandat pour sa quarantième session, en septembre 2007, après avoir consulté le Groupe de travail des effets et l'Organe directeur de l'EMEP;

g) A pris acte des conclusions et recommandations de l'Atelier consacré à l'ammoniac atmosphérique, qui s'était déroulé en décembre 2006, à Édimbourg, et a invité l'Organe directeur de l'EMEP et le Groupe de travail des effets à examiner ces résultats, lors de leurs sessions respectives, en août et septembre 2007;

h) A prié le Groupe d'experts de la réduction des émissions d'ammoniac de mettre la dernière main au document d'orientation sur les techniques de prévention et de réduction des émissions d'ammoniac, dans le cadre du processus d'examen, voire de révision, et de soumettre la version finale du document au Groupe de travail, à sa quarantième session;

i) A appelé les Parties à fournir, avant le 30 mai 2007, des données officielles aux fins de la réalisation de modèles d'évaluation intégrée, de sorte que ces données puissent être prises en compte lors du processus d'examen. Le Groupe de travail a recommandé qu'en l'absence de telles données, le CMEI utilise les meilleures données disponibles, à savoir les estimations faites par des experts.

IV. INCIDENCES, SUR LES POLITIQUES, DE LA RÉVISION DES DIRECTIVES POUR LA COMMUNICATION DES DONNÉES D'ÉMISSION

31. M^{me} K. Rypdal (Norvège), Présidente de l'Équipe spéciale des inventaires et des projections des émissions, a présenté la note donnant un aperçu de plusieurs questions politiques qui ont été abordées lors des discussions consacrées à la révision des Directives pour la communication des données d'émission (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4). Elle a présenté un bref tour d'horizon des objectifs de la révision des Directives, qui portent sur l'harmonisation, la qualité des données, la communication des projections, la communication de données concernant les particules, les polluants organiques persistants (POP), la navigation, l'aéronautique et les sources naturelles, ainsi que sur les émissions dues aux carburants utilisés dans les transports.

32. La délégation allemande, s'exprimant au nom de la Communauté européenne, a déclaré que le statut juridique des Directives était lié à la décision de l'Organe exécutif donnant effet aux dispositions de la Convention et des protocoles. En effet, une décision adoptée par l'Organe exécutif en application des dispositions de la Convention et des protocoles rendrait obligatoires les parties des Directives auxquelles elle se réfère. La Communauté européenne a identifié les paragraphes mentionnés dans les propositions 2, 3, 5, 6 et 8 comme étant ceux dans lesquels il y avait lieu de renforcer le texte des Directives de façon à les rendre plus efficaces en favorisant

la communication de données d'émission de meilleure qualité. Elle a en outre estimé que les paragraphes mentionnés dans les propositions 7, 8, 12 et 13 devaient être soumis à nouveau à l'Organe directeur de l'EMEP. La Communauté européenne n'avait pas adopté de position commune concernant les propositions 9, 10 et 11. Par ailleurs, elle a estimé qu'il était nécessaire de spécifier que les futures données d'émission qui seraient communiquées au titre des Directives révisées ne devraient pas être utilisées pour contrôler le respect de quelque obligation déjà existante que ce soit (les plafonds d'émission fixés par l'actuel Protocole de Göteborg, par exemple), mais que les nouvelles données ne devraient s'appliquer que pour les nouvelles obligations. S'agissant des diverses mentions du «Guide», la Communauté européenne était d'avis qu'une décision concernant ces différents points ne pourrait être prise qu'une fois achevée la révision du Guide EMEP/CORINAIR des inventaires des émissions atmosphériques. S'agissant de la référence à la «zone géographique des activités de l'EMEP», la Communauté européenne a proposé d'envisager la suppression de ce texte, dans l'optique de l'élargissement potentiel de la zone de modélisation de l'EMEP.

33. La délégation canadienne a estimé qu'il serait malvenu de tenter de donner aux Directives le caractère d'une obligation juridiquement contraignante. Pour qu'il soit possible de prendre la décision de faire de la soumission d'un rapport ou de quelque autre information une obligation juridiquement contraignante, il fallait que les Parties soient clairement habilitées à agir ainsi au titre de la Convention ou de l'un des protocoles y annexés. C'est pourquoi, en l'absence d'une telle habilitation, il n'était pas envisageable de transformer telle ou telle partie d'une directive non contraignante en une disposition contraignante, en se contentant de remplacer le mot «devrait» par le mot «devra». Certaines habilitations existaient peut-être, mais une telle transformation ne devrait être réalisée que par le moyen d'une décision (et non par une modification des Directives), en vertu d'une habilitation spécifique dans le contexte de la Convention ou de l'un des protocoles y annexés.

34. Certaines délégations ont proposé qu'un groupe spécial d'experts juridique soit constitué pour examiner le statut juridique des Directives et rendre compte par écrit de ses conclusions. Les Pays-Bas se sont proposés pour prendre la direction d'un tel groupe. Plusieurs autres délégations ont indiqué leur souhait d'y prendre part. Le secrétariat a appelé l'attention sur la date butoir du 1^{er} juillet 2007 pour soumettre les documents en vue de la quarantième session du Groupe de travail. Un certain nombre de délégations ont proposé un mandat pour le groupe spécial d'experts juridiques.

35. Le Groupe de travail a décidé que le groupe spécial d'experts juridiques devrait, en particulier, examiner les questions se rapportant à l'utilisation du Guide EMEP/CORINAIR des inventaires des émissions atmosphériques, à la soumission de rapports d'inventaires, à l'utilisation des modèles et à l'utilisation de calculs basés sur le solde des combustibles vendus et des combustibles consommés. Les Pays-Bas ont proposé qu'aux fins de la vérification du respect des futures obligations, toutes les Parties communiquent leurs émissions sur la base du carburant vendu. La délégation allemande a estimé que le groupe spécial d'experts juridiques devrait se prononcer sur les propositions 1 à 6. Il a été décidé que le Bureau de l'Organe directeur de l'EMEP pourrait soumettre des questions supplémentaires.

36. Le Groupe de travail:

a) A estimé qu'il était nécessaire de renforcer les Directives pour la communication des données d'émission;

b) A décidé de créer un groupe spécial d'experts juridiques chargé d'examiner le statut juridique des Directives, en application du mandat énoncé en annexe, et de lui rendre compte de ses travaux à sa quarantième session, et a invité les délégations à désigner des experts chargés de participer aux travaux dudit groupe.

**V. EXAMEN 2006 DES STRATÉGIES ET DES POLITIQUES VISANT
À RÉDUIRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

37. Le secrétariat a présenté le résumé de l'Examen 2006 des stratégies et des politiques visant à réduire la pollution atmosphérique (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/6), comme l'Organe exécutif l'en avait prié à sa vingt-quatrième session. Il a indiqué qu'il était prévu de publier l'examen à temps pour la sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», qui aurait lieu à Belgrade en octobre 2007.

38. La délégation néerlandaise a proposé d'insérer comme indiqué ci-après deux nouveaux paragraphes consacrés aux réseaux de surveillance, ainsi qu'aux liens entre les aspects scientifiques et politiques et à l'intégration des changements climatiques et du cycle de l'azote:

a) Insérer un nouveau paragraphe 4 bis libellé comme suit: Les travaux menés au titre de la Convention restent caractérisés par leur rigueur scientifique. La surveillance permet de disposer d'informations de base sur les concentrations de polluants ainsi que sur les dommages causés à l'environnement et sur sa régénération, en plus de données essentielles pour déterminer des mécanismes de réaction et élaborer des modèles prévisionnels. Le fait de lier ces activités scientifiques à la mise au point de politiques, grâce à des modèles d'évaluation intégrée, par exemple, demeure une caractéristique importante de la démarche prévue par la Convention pour ce qui touche à l'élaboration de protocoles et à la réduction de la pollution atmosphérique;

b) Insérer au paragraphe 8, après la deuxième phrase, la phrase suivante: En outre, de nombreuses Parties souhaitent vivement réfléchir à des synergies et à des interactions avec les changements climatiques, et prendre en compte le cycle de l'azote pour élaborer des protocoles.

39. Il a été proposé de remplacer, au paragraphe 21 de la version anglaise, le mot «measures» par le mot «action».

40. La délégation des États-Unis a proposé d'insérer quelques phrases traitant de la situation en Amérique du Nord. Une proposition en ce sens serait soumise par écrit au secrétariat.

41. La délégation néerlandaise a présenté les résultats de la réunion du groupe spécial du questionnaire sur les stratégies et politiques, qui s'était tenue les 4 et 5 avril 2007 à Genève.

42. Le Groupe de travail a approuvé le texte ainsi modifié du résumé et a prié le secrétariat de parachever et publier l'Examen des stratégies et politiques à temps pour la Conférence de Belgrade.

VI. ACTIVITÉS DE SUIVI VISANT À METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION POUR L'EUROPE ORIENTALE, LE CAUCASE ET L'ASIE CENTRALE

43. M. B. Libert, Conseiller régional de la CEE, a rendu compte au Groupe de travail de l'état d'avancement du projet «Renforcer les capacités de gestion de la qualité de l'air et d'application des technologies non polluantes de combustion du charbon en Asie centrale» (CAPACT), et en particulier de son élargissement, destiné à permettre aux autres pays d'EOCAC de participer aux ateliers, et des possibilités de suite à donner au projet.

44. Les représentants de pays en transition ont exposé les besoins particuliers de leurs pays s'agissant du développement de capacités en vue de mettre en œuvre la Convention et les protocoles y annexés, et ont décrit les réponses apportées au vu de ces besoins.

45. La délégation kazakhe a communiqué des informations concernant le projet CAPACT et, en particulier, sur la façon de mettre en œuvre la Convention et les protocoles y annexés. Elle a indiqué que le pays prévoyait d'adhérer au Protocole EMEP et qu'il était disposé à soumettre des données de surveillance.

46. La délégation arménienne a remercié le Gouvernement norvégien de l'aide apportée pour créer une station de surveillance, et a fait le point sur l'état d'avancement des préparatifs de la ratification du Protocole EMEP.

47. La délégation russe a abordé des questions touchant le financement du Centre de synthèse météorologique-Est (CSM-E). La délégation slovène a proposé qu'une part plus importante du budget de l'EMEP soit allouée au financement de la création de capacités et de l'assistance technique en faveur des pays de la région EOCAC.

48. M. Pignatelli a présenté des informations concernant un atelier sur les techniques émergentes, organisé par le Groupe d'experts des questions technico-économiques, en concertation avec les experts des pays d'EOCAC présents à l'atelier du projet CAPACT (Almaty, juillet 2007).

49. L'attention a été appelée sur la recommandation de l'Atelier «Saltsjöbaden III» concernant la révision du Plan d'action pour les pays d'EOCAC. Le Groupe de travail s'est posé la question de savoir si le Plan d'action ainsi révisé devait englober les pays de l'Europe du Sud-Est, ou s'il convenait d'élaborer un plan d'action distinct à leur intention, dans le cadre du projet financé par les Pays-Bas.

50. Le Groupe de travail:

a) S'est félicité des résultats de la mise en œuvre du projet CAPACT et de l'intention de certains pays d'EOCAC d'adhérer au Protocole EMEP;

b) A décidé que le Plan d'action pour les pays d'EOCAC devait être révisé conformément aux recommandations de l'Atelier «Saltsjöbaden III», et a invité le secrétariat à en soumettre une nouvelle mouture au Groupe de travail à sa quarantième session, en concertation avec le Bureau de celui-ci;

c) A décidé qu'il était nécessaire d'élaborer un plan d'action séparé pour aider les pays d'Europe du Sud-Est à mettre en œuvre la Convention et les protocoles y annexés.

VII. OPTIONS ENVISAGEABLES EN CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE MODIFICATION DU PROTOCOLE DE 1998 RELATIF AUX POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

51. M. M. Goote (Pays-Bas), Président de l'ancien groupe spécial d'experts juridiques chargé d'examiner la question de la révision du Protocole relatif aux POP, a présenté la note décrivant la possibilité d'introduire une procédure accélérée de modification de cet instrument (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/5).

52. Le Groupe de travail a examiné les deux options envisageables en la matière proposées dans le document. Les délégations ont privilégié l'introduction d'une procédure accélérée de modification du Protocole existant, assorti d'un mécanisme d'exclusion.

53. La délégation canadienne a fait observer que le document avait été établi sans que le groupe spécial d'experts juridiques soit consulté, contrairement à ce qu'avait demandé l'Organe exécutif. La délégation des États-Unis a estimé qu'il n'y avait pas lieu de modifier le Protocole existant ni d'en négocier un nouveau.

54. M. Sliggers (Pays-Bas) a présenté un document informel destiné à alimenter la discussion concernant la mise en œuvre du point du plan de travail relatif à l'examen visant à déterminer si le Protocole relatif aux POP était suffisant et efficace. Il a prié le secrétariat de déposer ce document sur le site Web du Groupe de travail et a invité les délégations à faire part de leurs commentaires et de leurs réactions avant la quarantième session de ce dernier.

55. Le Groupe de travail:

a) A pris note des deux options envisagées pour introduire une procédure de modification accélérée du Protocole relatif aux POP telles qu'elles sont décrites dans le document ECE/EB.AIR/WG.5/2007.5;

b) A décidé de soumettre les deux options à l'Organe exécutif pour examen, après consultation par écrit du groupe spécial d'experts juridiques et la tenue de nouvelles discussions à sa quarantième session.

VIII. QUESTIONS DIVERSES

56. La délégation néerlandaise a appelé l'attention sur le fait que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avait demandé des données sur les émissions de métaux lourds. Elle a souligné que ces données se trouvaient d'ores et déjà dans la base de données CSM-Est.

IX. ADOPTION DES DÉCISIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

57. Conformément à la nouvelle pratique adoptée par l'Organe exécutif à sa vingt-troisième session, le Groupe de travail a adopté les décisions prises durant sa session.

Annexe

Mandat d'un groupe spécial d'experts juridiques relevant du Groupe d'experts des stratégies et de l'examen

1. Un groupe spécial d'experts juridiques dont les membres devront être désignés parmi les délégations qui constituent le Groupe de travail des stratégies et de l'examen sera chargé des tâches ci-après aux termes du présent mandat:

a) Indiquer si et comment un document pourrait être rendu juridiquement contraignant sur décision de l'Organe exécutif;

b) Décrire les incidences pratiques qu'entraînerait le fait de rendre un document juridiquement contraignant;

c) Examiner les voies juridiques permettant de renforcer l'utilisation du projet de Directives pour la communication des données d'émission sans faire du Document d'orientation lui-même un document juridiquement contraignant;

d) Étudier les moyens de renforcer, voire de rendre juridiquement contraignantes, les dispositions ci-après du projet de Directives pour la communication des données d'émission, en indiquant:

- i) Si les Parties situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP pourraient être tenues d'employer les méthodes décrites dans la dernière version du *Guide EMEP/CORINAIR des inventaires des émissions atmosphériques pour estimer les émissions et les projections des émissions pour chaque catégorie de sources* (par. 6 et 7 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);
- ii) Si les Parties situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP pourraient être tenues de soumettre un rapport d'inventaire établi conformément au plan figurant à l'annexe VI du Guide (par. 8 et 9 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);
- iii) Si les Parties situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP pourraient être tenues d'indiquer dans leur rapport d'inventaire les grandes catégories nationales pour l'année de référence et pour la dernière année d'inventaire (par. 10 et 11 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);
- iv) Si les Parties pourraient être tenues d'appliquer et de documenter, dans le cadre des rapports d'inventaires, les procédures d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité (par. 12 et 13 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);
- v) Si les Parties pourraient être tenues de justifier tout nouveau calcul et de décrire dans le rapport d'inventaire les méthodes employées pour garantir la cohérence des séries chronologiques, les modifications des données et les méthodes de calcul, et l'inclusion de toute nouvelle source qui n'avait pas été

prise en compte jusque-là, en indiquant tout changement pertinent dans la catégorie de sources (par. 14 et 15 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);

- vi) Si les Parties pourraient être tenues d'utiliser les modèles de cadres de notification des données de l'annexe IV du Guide ou d'autres modes de notification harmonisés (par. 16 et 17 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);
- vii) Si, pour les émissions produites par le secteur des transports, les Parties pourraient être tenues de calculer et notifier des estimations établies sur la base de la consommation nationale de carburants (par. 24 et 25 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);
- viii) Si les Parties au Protocole de Göteborg de 1999 situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP pourraient être tenues de soumettre des projections relatives aux données d'activité ainsi que des projections des totaux nationaux des émissions dans le cas du SO₂, des NO_x et des COVNM pour les années 2010, 2015 et 2020 (par. 18 et 19 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);
- ix) Si l'on pourrait exclure du champ d'application des Directives les polluants organiques persistants (POP) couverts par l'annexe I du Protocole relatif aux POP, à moins qu'ils ne soient également émis comme sous-produits de la combustion énergétique ou de procédés industriels (par. 28 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4); et
- x) S'il est possible d'encourager ou d'exiger la notification des émissions de particules (par. 29 du document ECE/EB.AIR/WG.5/2007/4);

e) Examiner les rapports entre, d'une part, les obligations nouvelles ou déjà existantes et, d'autre part, les dispositions nouvelles ou déjà existantes concernant la communication de données, en particulier pour assurer le respect de ces obligations ou dispositions; et

f) Rendre compte au Groupe de travail des stratégies et de l'examen à sa quarantième session, après avoir présenté un exposé oral à l'Organe directeur de l'EMEP à sa trente et unième session. À cette fin, le groupe spécial d'experts juridiques devra faire en sorte que tous les documents à présenter au Groupe de travail soient soumis au secrétariat pour traduction au plus tard le 1^{er} juillet 2007.

2. Le groupe d'experts juridiques est vivement encouragé à solliciter des contributions techniques à la réalisation de ses travaux.
